La Suisse est-elle menacée de destruction?

Discours public du 16 juillet 2009
à l'Hôtel Marriott, Zurich

par Christoph Blocher, Herrliberg

Résumé

L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a exposé dans le cadre d'une manifestation publique de l'UDC du canton de Zurich ses soucis concernant l'avenir de la Suisse. Il a constaté que notre gouvernement ne s'engageait pas réellement pour le pays. Au lieu de résister il cède aux menaces et aux revendications des organisations internationales et des Etats puissants. Des valeurs fondamentales comme la souveraineté, la neutralité et l'indépendance sont bradées par notre gouvernement et les partis du centre-gauche.

Christoph Blocher exige une rapide correction du cap: les citoyennes et les citoyens de ce pays doivent reprendre les choses en main, par exemple en élisant directement les membres du Conseil fédéral.

Citoyennes et citoyens consternés

Les citoyennes et citoyens suisses réagissent aujourd'hui avec beaucoup de vigueur à la situation politique désolante que connaît la Suisse. Ces derniers mois Christoph Blocher a été submergé de messages exprimant la colère de la population.

Des jeunes familles craignent pour la formation de leurs enfants. D'autres sont effrayés par la violence croissante parmi les jeunes. Des personnes âgées ou vivant seules n'ont plus assez d'argent pour vivre après avoir payé la multitude de redevances et d'impôts. Des citoyennes et des citoyens ont honte de l'attitude soumise de leur gouvernement, notamment quand il s'agit de défendre le secret protégeant les clients des banques. D'autres craignent que la place financière suisse ne soit au bord de l'abîme et que notre pays soit finalement poussé dans l'UE.

Alignement au lieu de résistance

Christoph Blocher partage ce malaise face à un gouvernement suisse qui se laisse abaisser et humilier à l'étranger. Le gouvernement actuel n'a ni la volonté, ni la compétence de défendre les intérêts du pays. Au lieu de résister, les gouvernants choisissent la solution de facilité de s'aligner. Pour Christoph Blocher, cette faiblesse s'explique aussi bien par l'irresponsabilité que par une décadence générée par une série d'années économiquement trop bonnes.

Christoph Blocher a égayé son propos d'exemples concrets: le ministre des finances d'Allemagne, un ennemi déclaré du secret bancaire suisse, est qualifié de "bon ami" par le président de la Confédération. La politique étrangère suisse se mêle des affaires d'autres Etats et aime faire la morale. L'armée suisse part à la chasse aux pirates dans des mers lointaines.

Ces exemples, relève Christoph Blocher, mettent en évidence la faiblesse de notre direction politique. Ils nuisent à l'économie suisse et compromettent des valeurs fondamentales comme la liberté et la démocratie directe. Et ils montrent surtout que le gouvernement ne défend plus la Suisse. La question de fond à poser est fort simple: quelle est ton idée de la Suisse? La réponse à cette question doit déterminer l'éligibilité d'un candidat.

Le secret bancaire protège les citoyens

Christoph Blocher rappelle la Constitution fédérale libérale et démocratique qui a fait autrefois la force de la Suisse. L'Etat était censé défendre ses citoyens contre les abus de l'autorité. C'est ainsi qu'est né le secret protégeant les clients des banques suisses qui protège les citoyens contre l'Etat, plus spécialement contre l'Etat fouineur, et contre un contrôle injustifié de sa sphère privée. Sauf quand des actions criminelles sont en jeu, l'Etat n'a pas à accéder aux affaires bancaires des citoyens.

C'était valable jusqu'il y a quelques mois. Christoph Blocher rappelle comment le Conseil fédéral a laissé tomber le secret bancaire au printemps 2009 – du moins concernant les clients étrangers. Des dossiers de clients ont été remis au fis américain en totale violation de la loi suisse. Le Conseil fédéral s'est effondré une fois de plus devant la menace de l'OCDE de mettre la Suisse sur une liste grise à cause de son secret bancaire. Pour Christoph Blocher, il est inexplicable que le gouvernement fédéral accepte des décisions fiscales de l'OCDE alors que celle-ci les a prises sans la Suisse, membre fondateur de cette organisation. Une telle attitude est fatale pour un petit Etat. La Suisse perd ainsi le respect du monde entier.

Autres dysfonctionnements

Dans son exposé, Christoph Blocher a aussi relevé la charge croissance des impôts et redevances. Cette tendance à prélever toujours plus d'argent dans les poches des citoyens doit être stoppée. Christoph Blocher s'oppose au triplement de la taxe CO₂, à la hausse massive des impôts sur les poids lourds, au renchérissement de l'énergie. Une imposition modérée des citoyens par le fisc est une condition essentielle à la prospérité et au plein emploi. Bref, les citoyennes et les citoyens doivent dire non aux nouveaux impôts, taxes et redevances. Il en va de l'intérêt de leur pays.

Christoph Blocher s'est donc prononcé avec détermination contre la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée à 8% (votation du 17 décembre 2009). Un oui à ce projet équivaut à un pillage des citoyens et priverait de surcroît l'AVS de plusieurs milliards de francs.

Christoph Blocher a aussi rappelé que la situation de l'assurance-maladie était sérieuse. La hausse des primes de 15% annoncée pour l'année prochaine est inacceptable. Sa proposition: geler les primes d'assurance-maladie, lever l'obligation de contracter, corriger les erreurs de la LAMal, supprimer le régime obligatoire pour l'assurance.

La nouvelle ordonnance sur la garde des enfants voulue par la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf a également été sévèrement critiquée par Christoph Blocher. La socialisation de l'école et de l'éducation est une grave erreur à ses yeux. L'idée d'imposer aux tantes, marraines, parrains et amis un diplôme pour avoir le droit de garder régulièrement les enfants et de punir d'une amende de 5000 francs les contrevenants témoigne surtout du manque total de réalisme des bureaucrates.

Christoph Blocher a également critiqué l'imposition injuste des parents qui élèvent eux-mêmes leurs enfants. Il a annoncé le lancement d'une initiative populaire qui empêchera que les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants soient défavorisés au niveau des déductions fiscales et des bonifications par rapport aux parents qui confient l'éducation de leurs enfants par exemple à l'Etat. Il a aussi fustigé les erreurs de la nouvelle politique scolaire qui supprime les classes spéciales, remplace les maîtres de classe par des enseignants spécialisés, détériore la formation des enfants et qui, de surcroît, devient impayable.

Dans le domaine énergétique, Christoph Blocher prévoit des pénuries dangereuses. Il est inquiet du blocage du dossier concernant la construction de nouvelles centrales nucléaires. Cette politique menace un approvisionnement énergétique sûr, avantageux, suffisant et ménageant l'environnement.

Le peuple doit élire le Conseil fédéral

Il faut élire au Conseil fédéral des personnalités qui s'engagent totalement pour la Suisse, estime Christoph Blocher. Il est donc important et urgent que le gouvernement fédéral soit élu par le peuple. Il dépendrait alors moins des intrigues parlementaires et devrait davantage s'engager pour le peuple.

Ce qui compte pour l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, c'est que les élections de 2011 apportent de nouveaux gains à l'UDC. Ce n'est qu'à cette condition qu'un nouveau mode de penser pourra s'imposer à la tête de l'Etat et que les intérêts du pays seront à nouveau au centre des préoccupations.